



CSOPartnership 
for **Development Effectiveness**

A DECADE OF CSO SOLIDARITY
ON EDC ADVOCACY AND PRACTICE

METTRE LES PERSONNES AU CENTRE POUR UNE COOPÉRATION EFFICACE AU DÉVELOPPEMENT



CSOPartnership 
for **Development Effectiveness**

A DECADE OF CSO SOLIDARITY
ON EDC ADVOCACY AND PRACTICE

Circonscription sectorielle Agriculture et développement rural
Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement

Un an après le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS), la crise alimentaire mondiale fait rage, plongeant des milliards de personnes dans la faim et l'insécurité alimentaire. Face à la pandémie, à la hausse des prix et à l'urgence climatique, l'urgence et la nécessité de transformer radicalement nos systèmes alimentaires n'ont jamais été aussi criantes.

Au cœur de la crise se trouve la nature fragile et néolibérale de nos systèmes alimentaires actuels. La crise alimentaire mondiale d'aujourd'hui, la troisième au cours des 14 dernières années, ne fait qu'illustrer la nécessité de mettre en place des systèmes alimentaires justes, équitables, sains et durables, au cœur desquels se trouvent les producteurs alimentaires ruraux du Sud.

Depuis l'année dernière, la circonscription rurale du POED a mis en lumière les demandes des populations pour une transformation radicale des systèmes alimentaires par son soutien et sa participation active au Sommet mondial des peuples sur les systèmes alimentaires (GPS), le contre-sommet du Sud à l'UNFSS que la Coalition populaire pour la souveraineté alimentaire a organisé avec vingt et une autres organisations mondiales et régionales. Un certain nombre de ses activités ont abordé les réalités de terrain de la coopération efficace au développement (CED) et de l'environnement favorable, tandis que des initiatives se sont concentrées sur les interventions en matière de politique alimentaire qui mettent en avant les voix des personnes marginalisées, car ces politiques affectent la vie de tous les niveaux de la société et de tous les secteurs.

Pour poursuivre ces efforts, la circonscription rurale du POED affirme que les principes de coopération efficace au développement, alignés sur les cadres des droits humains, doivent répondre aux questions demandes clés suivantes.

DEMANDES CLÉS

Mise en œuvre d'engagements efficaces en matière de coopération au développement.

Placer les populations, en particulier les populations rurales, au centre des politiques et des plans de coopération au développement. Soutenir l'appel en faveur de systèmes alimentaires justes, équitables, sains et durables.

- Soutenir le droit des personnes à posséder et à contrôler effectivement la terre, les semences, l'eau et les autres ressources productives. La terre doit appartenir à ceux qui la cultivent et l'enrichissent directement pour produire de la nourriture et répondre aux autres besoins des sociétés.



- Rejeter les réformes foncières néolibérales. Cesser de financer des projets non durables qui nuisent aux populations rurales et à l'environnement.
- Modifier les mécanismes politiques - réglementations, subventions et taxes - qui favorisent actuellement les grandes entreprises mondiales et techno-industrialisées, afin de soutenir les systèmes alimentaires locaux durables.
- Garantir les revenus des petits exploitants agricoles par diverses formes de soutien et de protection de l'État afin de leur permettre, ainsi qu'à leurs familles, de vivre décemment.
- Les agricultrices, qui représentent une grande partie de la population agricole mondiale, doivent se voir accorder le respect qu'elles ont mérité et leurs droits doivent être protégés.

Assurer un environnement favorable aux OSC. Écouter les communautés rurales qui luttent pour défendre leurs droits humains et leurs libertés civiles face à l'intensification des attaques.

- Demandez des comptes aux gouvernements et aux entreprises qui perpétuent les violations des droits humains, notamment les meurtres de paysans et de militants des droits fonciers.
- Abroger les politiques répressives qui criminalisent la dissidence légale.
- Débarrassez-vous de la militarisation et des autres postes du budget national qui permettent la répression politique perpétrée par l'État.

Responsabilité du secteur privé. Les motivations de profit des entreprises - appelées par euphémisme les forces du marché - ne devraient pas déterminer quelle nourriture produire, comment la produire et pour qui.

- S'opposer à toutes les formes d'accaparement des terres et des ressources, ainsi qu'à l'exploitation de la main-d'œuvre, qui déplacent massivement les agriculteurs, les populations autochtones, les travailleurs, les pêcheurs et les autres populations rurales.
- Tenir pour responsables les entreprises qui pillent et détruisent l'environnement, violent de manière flagrante les droits des populations à la terre et aux ressources, et nuisent à la santé publique.
- Les travailleurs agricoles et tous les travailleurs du secteur alimentaire doivent bénéficier de salaires décents, de la sécurité de l'emploi, d'une protection sociale maximale et d'autres droits et avantages.

Des réponses cohérentes et inclusives aux crises de conflits, d'occupations et de guerres. S'attaquer aux causes profondes des conflits, des guerres et des occupations.

- Mettre les communautés concernées au centre de la conception des politiques et de la mise en œuvre des programmes.
- Mettre fin à la militarisation de l'aide et faire respecter les principes humanitaires internationaux.



- Dénoncer les sanctions économiques qui ont provoqué crise et famine dans des pays dont l'économie est déjà malmenée et dont les systèmes de santé médiocres peinent à faire face à la pandémie.
- Tenir pour responsables les États qui font de la famine un crime de guerre.

Efficacité du financement climatique. Les engagements en matière de financement climatique doivent s'appuyer sur le droit des populations à une planète et un environnement sains, capables de produire de manière adéquate tous les besoins alimentaires de la population mondiale.

- Promouvoir la production alimentaire agroécologique et la rendre largement disponible et abordable pour tous afin de protéger la santé et le bien-être des producteurs et des consommateurs.
- Cesser de soutenir la production alimentaire qui repose sur de fortes doses de produits agrochimiques toxiques ou qui utilise des technologies douteuses comme la modification génétique.
- Réorienter les ressources publiques et mettre en œuvre des programmes gouvernementaux appropriés, favorables aux populations et à la planète, afin de soutenir les connaissances et les pratiques autochtones, ainsi que les initiatives locales véritablement durables, avec une science et une technologie socialement responsables.

